

INSTABILITE POLITIQUE EN COTE D'IVOIRE

DE 1993 A 2011

Mamadou BAMBA

Département d'Histoire

Université Alassane Ouattara de Bouaké

E-mail : bambagogona@yahoo.fr

Résumé

La problématique de l'instabilité politique des Etats africains après les indépendances à travers l'exemple de la Côte d'Ivoire est l'objet de cette étude. En effet, la vie politique ivoirienne est mouvementée depuis le décès du père fondateur de la Côte d'Ivoire contemporaine, le président Houphouët Boigny. De décembre 1993 à avril 2011 la Côte d'Ivoire a été secouée par une série de crises politiques majeures qui ont eu une incidence sur la vie sociale et économique du pays.

Jadis vitrine de l'Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui un pays à la recherche de ses repères. La prise du pouvoir du président Alassane Ouattara le 11 avril 2011 est considérée comme une source d'espoir pour un retour à la stabilité.

Mots clés : Politique, Crise, Etat, Pouvoir, Côte, d'Ivoire, Economie

Abstract

The problematic of the political instability of the State Africans after the independences through the example of the Côte d'Ivoire is the object of this survey. Indeed, the political life of the Côte d'Ivoire is eventful since the death of the founding father of the contemporary Côte d'Ivoire, President Houphouët Boigny. Of December 1993 to April 2011, the Ivory Coast has been shaken by a set of major political crises that had an impact on the social and economic life of the country.

Previously window of West Africa, the Ivory Coast is today a country in search of its reference marks. The political takeover of President Alassane Ouattara April 11, 2011 is considered like a source of hope for a return to the stability.

Key words: Politics, Crisis, State, Power, Ivory Coast, Economy

Introduction

« La Côte d'Ivoire, jadis vitrine de la réussite économique en Afrique noire, est en crise grave depuis l'aube du 21^{ème} siècle. Après la mort du président Houphouët, le peuple de Côte d'Ivoire a été confronté aux affres de la compétition fratricide entre ses politiciens pour s'approprier en exclusivité le pouvoir vacant. En ont résulté des massacres et une guerre civile dont les populations ont payé le plus lourd tribut.» (Koui Théophile, 2010 : 37).

Ces écrits de Kouï Théophile résument la quintessence de la vie politique en Côte d'Ivoire depuis décembre 1993.

En effet, le décès du premier président de ce jeune Etat de l'Afrique de l'ouest, Félix Houphouët Boigny plonge la Côte d'Ivoire dans une instabilité chronique ponctuée par de fréquentes crises et leurs corollaires de violences. L'année 1993 marque un tournant décisif dans la vie politique ivoirienne. Les ambitions personnelles au sein du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), parti majoritaire en Côte d'Ivoire depuis l'époque coloniale fragilise le vieux parti. Les héritiers d'Houphouët Boigny se livrent une guerre sans merci.

Cette situation a un impact réel sur le fonctionnement des institutions de la République. Le dauphin constitutionnel qui prend le pouvoir éprouve d'énormes difficultés pour la gestion des affaires étatiques. Le président Bédié ne fait pas l'unanimité au sein du PDCI. A partir de 1994, la vie politique est fortement perturbée par une coalition de partis politiques d'opposition engagés dans une alliance appelée le front républicain. L'incapacité du président Bédié à canaliser cette opposition virulente aboutie au premier coup d'Etat dans l'histoire de la Côte d'Ivoire en décembre 1999.

Le général Robert Guei, chef d'Etat major du président Houphouët Boigny tombé en disgrâce avec le régime du président Bédié est à l'origine de ce coup d'Etat historique qui met fin aux institutions de la première République. Les incohérences et les attitudes contradictoires de cet officier supérieur de l'armée ivoirienne sont à l'origine de sa propre chute.¹

En effet, en collaboration avec des politiciens aguerris comme Laurent Gbagbo et ses camarades du Front Populaire Ivoirien (FPI), Robert Guei organise une élection fortement contestée par l'opposition. Ce processus électoral mal ficelé conduit à la perte du

¹ Dès son accession au pouvoir, Robert GUEI affirme sur les antennes de la Radio Télévision Ivoirienne en décembre 1999 que le pouvoir ne l'intéresse pas. Mais après 4 mois d'exercice, il déclare sa candidature pour les élections présidentielles d'octobre 2000. Cette déclaration de candidature s'accompagne d'une série de mesures autoritaires.

pouvoir du général putschiste et l'accession calamiteuse de Laurent Gbagbo au pouvoir. Une fois au pouvoir, Laurent Gbagbo et le FPI installent un pouvoir autoritaire. Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, Laurent Gbagbo perd le pouvoir de façon chaotique en se faisant capturer à son domicile privé par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) fidèles à son rival Alassane Ouattara.

Au regard de tout ce qui précède, l'on constate que la stabilité politique qu'a connue la Côte d'Ivoire depuis 1960 s'estompe avec la mort du président Houphouët Boigny en 1993.

Alors comment expliquer cette instabilité politique en Côte d'Ivoire de 1993 à 2011?

Pour appréhender cette question nodale, nous avons eu recours à plusieurs auteurs tels que : Beugré Joachim (2011), Bakayoko Pasco (2005), Soro Guillaume (2005), Gnangadjomon Koné (2014), Kouï Théophile (2010), Charles Blé Goudé (2006), Agnès Kraidy (2004), Sébastien Wahiri Ziki (2008), Thomas Hofnung (2012), Kassimi Bamba et Kevin Adou (2008)

Ces différents écrits nous ont livré des informations inédites et des pistes de réflexions. Aussi, la confrontation des informations, les recoupements et la critique historique nous ont permis de retenir des informations plus ou moins fiables pour la rédaction de ce présent article.

Pour une meilleure approche de notre question, nous avons bâti notre analyse autour de trois axes.

Le premier axe met en relief la guerre de succession après la mort d'Houphouët Boigny qui a abouti à la fin de la première république. La deuxième partie quant à elle, met en exergue le rôle des militaires après le coup d'Etat de 1999 à leur chute en octobre 2000 et enfin le troisième axe expose l'accession de Laurent Gbagbo au pouvoir en octobre 2000 et les dérives de son régime.

1. De la guerre de succession à la fin de la première république

La disparition du président Houphouët Boigny suscite une guerre de positionnement entre ses "héritiers", notamment son premier ministre Alassane Ouattara et son président de l'assemblée nationale Henri Konan Bédié.

1.1. Crise au sommet de l'Etat après le décès du président Félix Houphouët Boigny

Après trente-trois ans de règne, Houphouët Boigny meurt officiellement le 07 décembre 1993 à 06 h35mn¹. Le décès du premier

¹ - *Fraternité matin*, spécial Houphouët Boigny 1994, p. 16.

président de la Côte d'Ivoire indépendante a de lourdes conséquences sur la vie politique ivoirienne. Les proches collaborateurs affichent avant même l'inhumation du président défunt des attitudes divergentes pour la gestion des affaires de l'Etat. Cette position contradictoire des héritiers présageait des lendemains incertains pour le pays. Ainsi, au soir du 07 décembre 1993, le président de l'assemblée nationale s'appuyant sur l'article 11 de la constitution se fait accompagner dans les locaux de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne par une frange partie de la gendarmerie pour s'autoproclamer président intérimaire de la République de Côte d'Ivoire.

L'attitude pragmatique et opportuniste du président de l'assemblée nationale qui deviendra président intérimaire a été diversement appréciée aussi bien par la classe politique et la société civile. Au lendemain du discours d'acquisition du pouvoir d'Etat par Henri Konan Bédié, le premier ministre Alassane Ouattara va prononcer un discours pour rendre la démission de son gouvernement. Les agissements de ces deux grands dignitaires du régime du président Houphouët favorisaient un climat de tension au sommet de l'Etat. D'ailleurs le vieux parti, le PDCI, en était fortement ébranlé car la bipolarisation était désormais une réalité.

Le premier ministre Ouattara devient une préoccupation pour le président Bédié et ses partisans. Agacé par le régime intérimaire, il rejoint le fond monétaire international où il est nommé directeur général adjoint. Malgré son absence du pays, ses nombreux partisans au sein du PDCI dénoncent les méthodes de gestion du président Bédié. Cette situation est à l'origine d'une branche dissidente appelée les rénovateurs du PDCI.

1.2. Dissidence au sein du PDCI et naissance du RDR

Le 30 avril 1994, la déchirure est profonde suite au refus de l'ambassadeur Arsène Usher Assouan de donner la parole au chef des rénovateurs Djéni Kobéna Georges au congrès extraordinaire du PDCI. Face à cette situation humiliante, les partisans du courant rénovateur du PDCI se retirent de la salle du congrès avec pour objectif majeur de créer une nouvelle entité politique où ils pourront mieux s'exprimer et participer à l'émergence d'une nouvelle démocratie en Côte d'Ivoire.

Ainsi du 30 avril au 20 Septembre 1994, les dissidents du PDCI multiplient de façon discrète les rencontres pour mettre sur pied un parti politique. Le 27 octobre 1994, Djéni Kobéna Georges dépose les statuts et règlements intérieurs du nouveau parti au ministère de l'intérieur. Aussitôt, il reçoit une autorisation d'exercice pour son parti

qui est dénommé le Rassemblement Des Républicains (RDR). Une semaine après la naissance officielle du parti, l'on assiste à une « migration politique » de certains dignitaires du PDCI vers le RDR.

A cet effet, des personnalités telles que Georges Djéni Kobena, Henriette Dagri Diabaté, Jacqueline Lohoues Oble, Coulibaly Adama Nibi Zana, Jean Jacques Bechio, Ali Coulibaly, Zémogo Fofana, Gilles Lobouet, Alassane Ouattara, Lambert Konan, Amon Tanoh Marcel, Frédéric Guédé Guina se déclarent officiellement militants du Rassemblement Des Républicains.

Le premier congrès du RDR qui se tient le 01 juillet 1995 enregistre la présence de toutes ces personnalités et démontre l'assise nationale du parti de Djéni Kobéna. En effet, toutes les grandes régions de Côte d'Ivoire sont présentes à ce congrès à travers leurs délégations. Mais la région Nord du pays avec un gros contingent de militants affiche d'avantage son attachement au RDR. Cette démonstration de force des anciens rénovateurs du PDCI devenus des républicains inquiète le régime du président Bédié. Ce souci permanent des "Bédiéristes" est à l'origine de l'adoption d'une nouvelle loi portant code électoral¹. Le 1^{er} août 1998, lors d'un congrès extraordinaire à Treichville, dans la capitale économique, Alassane Ouattara est élu président du RDR.

Pour le Président Bédié, la lutte est désormais engagée, car selon lui, le seul premier ministre du président Houphouët est un usurpateur du pouvoir aux origines voltaïques qui veut s'immiscer sur la scène politique ivoirienne. En revanche, pour Alassane et le RDR, Bédié n'a pas la capacité de diriger la Côte d'Ivoire, car pour les républicains, la politique de gestion de Bédié est une source de fragmentation du tissu social ivoirien. Ces deux positions extrêmes favorisent une vie politique mouvementée de 1995 à 1999.

1.3. Virulence de l'opposition et alliance de dupe

La volonté manifeste de Bédié de préserver le pouvoir après avoir assuré l'intérim du président Houphouët Boigny est à l'origine d'une prise de décisions impopulaires. Il entreprend à cet effet une série de réformes tant au plan constitutionnel que politique.

Au niveau constitutionnel, des amendements sont apportés au code électoral. Ainsi pour empêcher la candidature du président du rassemblement des républicains (RDR) à la présidentielle d'octobre 1995, des réaménagements sont opérés au chapitre 1 du code électoral

¹ Cf. la constitution ivoirienne réaménagée en Mai 1995, (voir article 49 du code électoral).

portant élection du président de la république en son article 49. Cet article stipule ceci :

« Nul ne peut être élu président de la république de Côte d'Ivoire s'il n'est âgé de 40 ans révolus et s'il n'est ivoirien de père et de mère eux-mêmes ivoiriens. Il doit n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne. Il doit avoir résidé de façon continue en Côte d'Ivoire pendant les cinq années qui précèdent la date des élections. Les dispositions de l'alinéa 3 ci-dessous ne s'appliquent pas aux Ivoiriens choisis par l'Etat de Côte d'Ivoire pour servir dans des organisations internationales ou multinationales¹ ».

Pour les observateurs de la vie politique ivoirienne et surtout pour les militants du RDR et leurs alliés, cette nouvelle disposition du code électoral vise uniquement Alassane Ouattara. Ils sont donc déterminés à combattre cette nouvelle disposition jugée arbitraire pour la vitalité de la démocratie dans un Etat en voie de développement. Parallèlement à cette réforme constitutionnelle, Konan Bédié nomme ses proches à des postes importants pouvant lui permettre de consolider son pouvoir.

Après avoir effectué ses différentes réformes, ces nouvelles personnalités du régime Bédié ont la lourde responsabilité de sécuriser et organiser toutes les élections (législatives, municipales et présidentielles). Face à l'évidence d'une manipulation des élections par le parti au pouvoir, le Rassemblement Des Républicains, le Front Populaire Ivoirien, le Parti Ivoirien des Travailleurs et le Parti Populaire Socialiste décident d'unir leur force dans une plate-forme politique baptisée le front républicain. Les différents leaders du front républicain sont Alassane Ouattara du RDR, Laurent Gbagbo du FPI, Francis Vanga Aimé Wodié du PIT et Bamba Moriféré du PPS.

La détermination du front républicain à combattre l'arbitraire du régime Bédié, mais aussi et surtout pour revendiquer des élections ouvertes à tous, libres et transparentes est à l'origine d'une série de manifestations populaires durement réprimées.

Pour l'opposition, Konan Bédié veut étouffer la démocratie. A cet effet, un appel est lancé par les leaders du front républicain qui appellent la population ivoirienne et notamment les électeurs à protester sur toute l'étendue du territoire national. Pour les opposants : « il n'est pas question de laisser le PDCI être à la fois joueur, arbitre, entraîneur et supporteurs. Jamais l'opposition n'acceptera d'être confinée dans un rôle de simples spectateurs. » (Joachim Beugré 2011: 217).

¹ Cf. la constitution ivoirienne réaménagée en 1995.

Malgré la mobilisation des militants pour l'exécution du mot d'ordre, la grande alliance du front républicain est fragilisée à la veille des élections. En effet, l'un des quatre leaders se retire du front républicain et se rapproche du camp présidentiel. Il s'agit du professeur Francis Vanga Wodié leader du Parti Ivoirien des Travailleurs. Le PIT, par la voix de son président se retire du front républicain et se présente contre Bédié pour l'élection d'octobre 1995. Après la défection du PIT, les autres partis vont continuer la lutte pour l'obtention d'une élection transparente. Malgré ces critiques Bédié se fait élire le 22 octobre 1995. Le front républicain est affecté par le départ du PIT. Aussi, pour les élections législatives, la méfiance et la suspicion ont miné cette grande alliance de l'opposition. Les conséquences sont immédiates. Le FPI de Gbagbo Laurent à son tour refuse d'aller aux législatives sous la bannière du front républicain.

Pour Djéni Kobéna du RDR, l'attitude du FPI est contraire à l'esprit du front républicain. Dans cette atmosphère de trahison l'on aboutit à la fragmentation lente et progressive du front républicain. Bédié et son appareil électoral profitent des fissures du front républicain pour disqualifier le secrétaire général du RDR, candidat dans la commune d'Adjamé pour les législatifs.

Un motif est brandi pour justifier le rejet de la candidature de Georges Djéni Kobéna. Le conseil constitutionnel présidé par Noël Némim estime que le candidat du RDR à Adjamé est « de nationalité douteuse ¹ ». La réaction de l'opposition n'a pas été proportionnelle à cette machination politique du régime Bédié. La grande alliance du front républicain scellée pour freiner l'arbitraire et lutter pour la démocratie débouche sur une alliance de dupe car chaque parti politique lutte pour son intérêt personnel. L'effritement du front républicain ouvre la voie à toutes sortes de dérives du régime Bédié.

Les frustrations gagnent les casernes et le mécontentement se généralise. Malgré cette atmosphère lourde et délétère, Konan Bédié refuse le bon ton et fait emprisonner toute la direction du RDR qui avait organisé des manifestations populaires pour réclamer de meilleures conditions pour les élections d'octobre 2000.

Les militaires profitent de ce contexte social extrêmement tendu pour prendre le pouvoir. L'auteur de ce coup d'état est l'ancien chef d'Etat-major limogé par Konan Bédié. Il s'agit du général de brigade terrestre Robert Guei.

¹ *Le patriote*, Jeudi 20 mars 1996, p. 8.

2. Les militaires et le pouvoir politique : de l'enthousiasme à la déception (décembre 1999 à octobre 2000)

Le 24 décembre 1999, au moment où la population ivoirienne prépare les festivités de fin d'année notamment la Noël, les coups de feux se font entendre dans les rues et quartiers de la capitale économique. Ce qui était considéré comme une simple mutinerie au départ deviendra en quelques heures un coup d'Etat. La joie qu'inspire ce coup d'Etat pour une majeure partie de la population ivoirienne s'estompe progressivement dans l'amertume au mois d'octobre 2000.

2.1. Les attitudes contradictoires du Conseil national de salut public

Après avoir dissout les institutions de la République, Robert Guéi met sur pied le comité national de salut public composé uniquement d'officiers et d'un seul sous-officier. Le CNSP à ses premières heures affiche de nobles ambitions. Il se donne pour mission de mettre de l'ordre dans l'arène politique ivoirienne. Robert Guei et ses lieutenants, décident également de doter la Côte d'Ivoire d'institutions fortes pouvant permettre au pays d'amorcer son processus de développement politique, économique et social. Tous ces facteurs permettent au CNSP de Guei d'avoir de la popularité. D'ailleurs pour saluer l'avènement du CNSP, l'opposant Laurent Gbagbo, président du front populaire affirme que le coup d'état qui propulse le CNSP sur la scène politique ivoirienne fait : « avancer la démocratie ». (Théophile Kouï, 2010 : 58)

Laurent Gbagbo renchérit pour dire que le leader du CNSP peut être considéré comme « le père Noël ». Tout ceci montre que l'avènement du CNSP a suscité un réel espoir pour la majeure partie de la population ivoirienne. Les élèves et étudiants ont salué avec ferveur l'avènement du CNSP. Le 26 décembre 1999, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) dirigée par Charles Blé Goudé qui venait d'être libéré de prison par les mutins le 24 décembre organise un meeting pour soutenir le CNSP au stade municipal de Yopougon. Au niveau du Rassemblement Des Républicains (RDR), leur leader Alassane Ouattara est autorisé à mettre fin à son exil en France. Il est invité à rentrer au pays pour la transition politique. Ainsi, le 29 décembre de la même année, à l'aéroport Félix Houphouët Boigny en provenance de la France, Alassane pour saluer la justesse du CNSP dira ceci « les décisions

impopulaires de Bédié sont les vrais auteurs du coup d'Etat, il faut saluer le sens de patriotisme des militaires et du CNSP»¹.

Au regard de tout ce qui précède, l'on retient que le CNSP a suscité un réel enthousiasme auprès de la population ivoirienne excepté les partisans de Henri Konan Bédié. Cependant, la joie suscitée dès les premières heures du CNSP s'estompe brutalement avec les actes posés par le CNSP. Le premier acte est la mise en place d'un gouvernement mixte composé de militaires et de civils au lieu d'un gouvernement typiquement militaire. Ce gouvernement militaro-civil proposé par le CNSP est à l'origine des querelles entre le RDR et le FPI. Ces querelles portent sur le nombre de postes alloués à chaque parti politique et la nature de ces ministères ; et surtout le respect de tous les engagements de départ, du CNSP. L'on assiste à des dissensions au sein du CNSP car Guéi Robert à des ambitions de conserver le pouvoir. Dans une telle ambiance, le CNSP va dévoyer ses objectifs premiers. Et pourtant aux premières heures du CNSP, Guéi Robert avait déclaré devant la communauté nationale et internationale ceci «le pouvoir ne m'intéresse pas, je suis venu juste balayer la maison, dès qu'elle sera propre je retournerai chez moi ».² Ces agissements sont en contradiction avec ses objectifs de départ. A cet effet, il suscite à nouveau le concept "d'ivoirité" qui avait eu raison du régime Bédié. Il décide d'organiser un référendum pour l'amendement de la constitution après avoir introduit dans le code électoral un article qui ne fait pas l'unanimité au sein de la population ivoirienne. Pour Kouï Théophile :

« le gouvernement de transition déploiera sa panoplie provocatrice : le pays est inondé par de la propagande tournant autour du "et" ou du "ou". En effet, pour postuler à la présidence de la république, le candidat devra être ivoirien bien sûr mais également de père et de mère ivoirien... La cible de cette campagne haineuse est évidemment Alassane Dramane Ouattara dont le père serait né "voltaïque"... Et son parti, le RDR, est accusé de vouloir « livrer la côte d'ivoire aux étrangers » (Kouï Théophile, 2010 : 56).

L'attitude de Guei Robert consiste à raviver la poudrière identitaire de "l'ivoirité" et à reprendre les théories sociales et politiques qui ont précipité la chute de Bédié. En accord avec son allié Laurent Gbagbo, il harcèle le RDR et ses militants. L'on assiste à la stigmatisation de la communauté musulmane censée être le réservoir des militants du RDR d'Alassane. Guei Robert fait arrêter les imams par son homme

¹ *Le Patriote* du 31 Décembre 1999 p. 8.

² Discours radio télévisé de Robert Guei le 24 décembre 1999 sur les antennes de la radio télévision ivoirienne.

de main Déon Georges, commandant supérieur de la gendarmerie. C'est dans cette atmosphère tendue qu'il se rapproche davantage de son allié du FPI pour préparer la confiscation du pouvoir d'Etat en octobre 2000 par le biais d'une élection.

2.2. Alliance entre le front populaire et le régime militaire

Cette alliance est le résultat de la rivalité entre les ex-alliés du front républicain. En effet, le FPI et le RDR sont désormais dans une dynamique de rupture. Chaque entité politique met en place une stratégie de conquête du pouvoir d'Etat. C'est d'ailleurs dans ce contexte que le Front Populaire Ivoirien se rapproche d'avantage du régime militaire afin d'être associé à la prise de décisions importantes pour assurer la transition vers une élection présidentielle.

Le général Guei Robert, accorde une attention particulière à son alliance avec le FPI. En réalité c'est une simple opération de dupe orchestrée par le FPI et son leader Laurent Gbagbo pour se faire un chemin vers le palais présidentiel. Dans cette alliance, le chef du régime militaire se fait entourer par des conseillers issus du front populaire ivoirien après avoir préalablement nommé des cadres du FPI dans des ministères stratégiques du pays. Ensuite, les alliés réveillent à nouveau le concept de "l'ivoirité" qui met en exergue les "ivoiriens de souches séculaires" et les "ivoiriens d'adoption assimilés aux étrangers". Le RDR est présenté par Guei et son allié du FPI comme le parti des étrangers. Pour parachever leur stratégie, les médias proches du FPI sont utilisés pour le lynchage médiatique.

2.3. Des dérives du régime militaire à sa chute

Dans sa logique de confiscation du pouvoir, Robert Guei met ses proches à la tête des différentes composantes de l'armée. A l'image de ces changements tous les grands commandements à l'exception du chef d'Etat major sont confiés aux ressortissants du grand ouest notamment l'ethnie "Dan" à laquelle appartient Robert Guei.

En plus de ces mutations tribales, Guei Robert fait appel aux mercenaires libériens pour assurer sa garde. Ces mercenaires sont sous le commandement du Sergent-Chef Boka Yapi Laurent élevé au grade de lieutenant par Guei.

Avec un tel appareil répressif, Guei s'adonne à des déclarations tendancieuses. L'opposition constituée en majeure partie par le RDR est harcelée. C'est la terreur en Côte d'Ivoire de mai à octobre 2000. Robert Guei est devenu autoritaire. Les disparitions de citoyens sous couvre feu font désormais partie du quotidien des Ivoiriens. Pensant être populaire avec ses frasques, Guei décide d'être candidat aux

élections présidentielles. Il reprend les mêmes erreurs qui ont présidé à la chute de Konan Bédié. Il nomme un de ses compatriotes à la cour suprême en la personne de Tia Koné. Ce dernier a pour rôle d'invalider toutes les candidatures significatives à l'élection présidentielle. Malgré l'appel de la communauté internationale et de la société civile ivoirienne pour que Guei Robert retire sa candidature, le président a fait la sourde oreille. En octobre 2000, il organise une élection et le résultat est calamiteux. Il tente de confisquer le pouvoir mais la population et une frange partie de la gendarmerie s'y oppose. Face à la montée de la violence et la possibilité d'une guerre civile, Robert Guei, par le biais d'un hélicoptère prend la fuite pour Toukouzou Hozalem chez un prophète ivoirien "*papa nouveau*". Après 48H, il trouve refuge à Biankouma, son village natal dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Son allié devenu son rival profite de cette situation pour s'autoproclamer président élu de la République de Côte d'Ivoire.

3. Du coup d'état militaro-civil à la dictature des socialistes d'Abidjan (d'octobre 2000 en avril 2011)

L'accession de Laurent Gbagbo au pouvoir en octobre 2000 peut être assimilée à un coup d'état militaro-civil. Avec la fuite de Guei Robert, Laurent Gbagbo s'appuie sur une frange partie de la gendarmerie nationale pour s'autoproclamer président. Après le départ du pouvoir du général Guei, l'on assiste à une gestion autoritaire avec pour corollaire le tribalisme.

3.1. Le contexte de l'accession du front populaire au pouvoir

A la suite des élections d'octobre 2000, Laurent Gbagbo et Robert Guei revendiquent de part et d'autre la victoire. Dans ce contexte tendu, les gendarmes de l'escadron de Yopougon, d'Abobo, de la caserne d'Agban à Adjamé et surtout du camp commando de Koumassi s'opposent aux militaires fidèles à Robert Guei. Ces gendarmes réclament la démission du chef de la transition militaire. Pour contraindre Guei à céder le pouvoir, les gendarmes décident d'encadrer les marches de protestations des militants et sympathisants du FPI. Ainsi à l'aide des chars, la gendarmerie nationale supervise les différents contingents de marcheurs qui se dirigent vers le palais présidentiel. Certains gendarmes n'hésitent pas à lever les deux doigts, symbole du FPI pour manifester leur soutien au FPI et à Laurent Gbagbo.

Parallèlement à la marche des militants du FPI, les dignitaires du FPI tels que Affi N'Guessan, Amani N'guessan, Boga Doudou Emile,

Hubert Oulaye, Bohoun Antoine Bouabré et bien d'autres s'organisent pour faciliter la prise du pouvoir. Les responsables du FPI font enregistrer une vidéo à Laurent Gbagbo. Dans cette vidéo le candidat Gbagbo s'autoproclame président élu et invite l'ensemble des Ivoiriens à barrer le chemin à Guei Robert qui selon lui veut voler sa victoire. Cette vidéo est transmise à certains responsables de la RTI proche du FPI¹. Il s'agit notamment de Serge Dahily, Brou Amessan Israël, Georges Aboké, Odette Soyet, Issa Sangaré Yeresso. Ceux-ci profitent de la confusion générale pour faire passer la vidéo sur les antennes de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne. L'effet du discours télévisé de Gbagbo est immédiat. La majeure partie de la population ivoirienne descend dans la rue pour demander le départ du pouvoir des militaires. Dans la panique, Robert Guei s'enfuit. Gbagbo Laurent, après s'être autoproclamé président demande à la commission électorale de venir confirmer les résultats des élections en sa faveur. Le RDR s'appuyant sur les irrégularités constatées exige la reprise des élections. Pour Gbagbo et le FPI, l'attitude du RDR est une provocation inadmissible. S'appuyant sur la gendarmerie le président autoproclamé s'adonne à une répression sans précédent contre les militants du RDR. La cible de cette répression est la communauté musulmane, les ressortissants du Nord ainsi que les ressortissants de la CEDEAO vivant en Côte d'Ivoire. Ceux-ci sont considérés comme les militants du RDR. Un charnier est découvert à Yopougon avec 57 corps², tous musulmans et ressortissant du Nord de la Côte d'Ivoire. C'est dans un tel climat où la répression est érigée en système de gestion des entités humaines que Gbagbo Laurent prête serment dans la confusion le 29 octobre et s'octroie tous les attributs d'un chef d'état. Pour maintenir son fauteuil, il met en place un pouvoir dictatorial.

3.2. Du pouvoir autoritaire de Laurent Gbagbo à la rébellion armée de Guillaume Soro

Mal élu, Laurent Gbagbo commence l'exercice de son pouvoir avec d'énormes difficultés. Pour Thomas Hofnung « le règne de Laurent Gbagbo débute avec les pires violences qu'ont connues un pays jadis loué pour sa stabilité. Au moment même où le nouveau

¹ Information donnée par la direction du rassemblement des républicains notamment par son porte parole Ali Coulibaly, ancien DG de la Radio Télévision Ivoirienne lors d'un meeting au stade Félix Houphouët Boigny, le 02 Décembre 2000. Cette information a été largement diffusée par le quotidien "*le patriote*", le 03 Décembre 2000, p. 17.

² Cf rapport du mouvement ivoirien des droits de l'homme de Février 2001.

président prête serment, Abidjan s'enflamme à nouveau » (Thomas Hofnung, 191). Les protestations récurrentes des militants du RDR qui refusent de reconnaître sa victoire et par extension son statut de président de la république oblige Laurent Gbagbo à prendre des mesures radicales.

Aussi faut-il rappeler que le président Gbagbo fait un recours abusif au couvre feu et l'état d'urgence. L'armée est réquisitionnée pour étouffer toutes manifestations émanant de l'opposition. Les pouvoirs législatifs, judiciaires et exécutifs sont concentrés entre les mains de Laurent Gbagbo. Pour Kouï Théophile

« la transition a créé les conditions d'émergence d'une dictature populiste qui, drapé dans la légitimité constitutionnelle ne s'embarrasse d'aucun autre principe. Rien ne retient le régime de commettre des crimes de sang où des crimes économiques puisque la justice est sa botte et que règne l'impunité...» (Kouï Théophile, 2010 : 57).

La dictature née sous la transition militaire se consolide sous le règne des socialistes. Ainsi, l'on assiste à la confiscation des médias d'Etat par le FPI. La télévision et la radio d'état sont aux ordres de Laurent Gbagbo.

A ces éléments, il faut ajouter les arrestations arbitraires et les emprisonnements sans un procès équitable.

Fort d'une telle situation, la liberté d'expression est confisquée. Alors, un groupe important de soldats, fuyant la répression du régime de Laurent Gbagbo déserte l'armée nationale et se retrouve au Nord de la Côte d'Ivoire. Ces soldats déserteurs, aidés par des civils notamment l'ex leader de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), Guillaume Soro lancent une insurrection le 19 Septembre 2002 qui se transforme en rébellion. La structure de cette rébellion et la qualité de son arsenal de guerre permet aux insurgés d'occuper en deux semaines toute la moitié du territoire ivoirien. La rébellion consacre la bipolarisation de la Côte d'Ivoire. D'une part, nous avons le régime de Laurent Gbagbo concentré sur la capitale économique Abidjan et d'autre part, la rébellion armée ayant pour siège Bouaké, la deuxième grande ville de Côte d'Ivoire. A partir de 2005, lorsque son premier mandat prend fin, Laurent Gbagbo s'appuyant sur l'occupation du pays par les rebelles dirigés par Guillaume Soro refuse l'organisation de toute élection présidentielle. Cette impasse consolide davantage la dictature de Gbagbo. Fort d'une telle réalité la zone occupée par la rébellion de façon politique et stratégique se rapproche de Gbagbo. Ainsi, des tractations et l'apport de la communauté internationale conduisent les socialistes à l'organisation d'élection présidentielle. Les hésitations et la méfiance des socialistes

finissent par aboutir à des élections en 2010. Mais la volonté manifeste des socialistes de conserver le pouvoir engendre une crise dramatique pour la Côte d'Ivoire.

3.3. Des élections à la perte du pouvoir par les socialistes d'Abidjan

Après dix ans de pouvoir sans partage, Laurent Gbagbo se résout à organiser des élections suite à la pression de la communauté internationale. Cependant, l'objectif inavoué du " Christ de Mama"¹ est de se maintenir au pouvoir par le truchement d'une élection qu'il souhaite remporter par tous les moyens. En accord avec l'opposition et la fraction rebelle installée dans le nord du pays depuis 2002, le pouvoir des socialistes met en place toutes les structures nécessaires pour l'organisation des élections. Nous avons une structure pour l'identification des électeurs de même que la distribution des cartes d'électeurs et des cartes d'identité nationale. La mise en place de la commission électorale indépendante et ses démembrements sur toute l'étendue du territoire national. Il y a aussi une structure mixte de sécurité des FANCI (Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire) et des FAFN (Forces Armées des Forces Nouvelles). Bien plus, l'appareil électoral est supervisé par le représentant des nations unies assisté des forces de l'ONUCI. Avec de telles dispositions, le premier tour des élections est fixé le 31 octobre 2010. Ainsi après plusieurs années de manœuvres dilatoires Gbagbo accepte la tenue des élections après s'être enivré de sondages.

Le premier tour des élections se déroule sans accroc, le second tour est problématique voir dramatique. A 72 h des élections, Gbagbo décrète un couvre feu. Malgré ces intimidations le second tour se déroule avec un taux de participation de 80%. Trois jours après le scrutin, les résultats sont connus de tous. Alassane Ouattara devance Gbagbo avec 54,10% tandis que le président sortant obtient 45,09%. Ce résultat est confirmé à la fois par la commission électorale indépendante et par l'ONUCI pilotée par le coréen Young Jin Choi². Pour Gbagbo et ses partisans, ce résultat est inadmissible. A son tour, le conseil constitutionnel présidé par un proche de Gbagbo déclare Gbagbo élu avec 51% des suffrages et 49% pour son adversaire. La Côte d'Ivoire se retrouve ainsi au soir du 02 décembre avec deux présidents et deux gouvernements. La bataille électorale et juridique fait désormais place entre les deux factions belligérantes. Les

¹ C'est le nom donné à Laurent Gbagbo lorsqu'il était à l'opposition.

² - Représentant spécial de la mission onusienne pour la résolution de la crise ivoirienne du 18 octobre 2007 au 1^{er} septembre 2011.

populations mobilisées de part et d'autres s'engagent dans une bataille politique. Dans le quartier populaire d'Abobo, un commando dit invisible proche d'Alassane Ouattara inflige des défaites aux forces de sécurités fidèles à Gbagbo en décembre 2010. C'est le début d'une guerre meurtrière qui se solde par la capture de Gbagbo et certains de ces partisans à la résidence présidentielle le 11 avril 2011.

Conclusion

Au terme de notre étude, il convient de retenir que la vie politique en Côte d'Ivoire de 1993 à 2011 est ponctuée de violences et de crises. La mort du père fondateur le 07 décembre 1993 plonge le pays dans une instabilité politique. La mésentente et les querelles de personnes entre les héritiers du président Félix Houphouët Boigny sont à l'origine de cette instabilité qui engendre la perte du pouvoir par le PDCI en décembre 1999. La chute du régime du PDCI est le résultat d'un coup d'Etat militaire orchestré par le général de brigade terrestre Robert Guei. Avec la fin de la première république Robert Guei se présente comme le balayeur de "la maison ivoire". Malheureusement, le caractère versatile des discours de cet officier supérieur de l'armée ainsi que ses ambitions personnelles de se maintenir au pouvoir favorise une tension sociale en Côte d'Ivoire de décembre 1999 à octobre 2000. Mal inspiré, Robert Guei et son régime militaire, connaîtront à leur tour une chute, suite à des élections biaisées et mal ficelées. Laurent Gbagbo succède à Guei Robert dans un climat de haute tension et de crise aiguë. Sa politique de refondation est diversement appréciée par les différentes composantes de la population. Ainsi après deux ans d'exercice de pouvoir sur fond de contestation, une rébellion armée éclate le 19 septembre 2002. C'est une première dans l'histoire de la Côte d'Ivoire contemporaine de part son organisation et son intensité. Malgré cette rébellion Gbagbo se maintient au pouvoir jusqu'à l'élection d'octobre 2010.

Nonobstant sa volonté de se maintenir suite à sa défaite à l'élection présidentielle, il est évincé Manu-militari par les forces républicaines d'Alassane Ouattara le 11 Avril 2011. Cet évènement consacre l'accession du leader des républicains au pouvoir d'Etat.

Cette réflexion sur la vie politique ivoirienne met en exergue la problématique de la gestion de l'Etat dans l'Afrique post coloniale. Ainsi l'instabilité de ces régimes issus des indépendances freine l'Afrique dans son processus de développement politique, sociale et économique. Il est donc important que les Etats africains réfléchissent à des mécanismes d'alternances politiques pour leur progrès afin qu'ils puissent s'inscrire dans le concert des nations. Seuls des

mécanismes fluides d'alternance politique pourront aider ces pays. C'est à ce prix que le bonheur sera une réalité pour les pays africains.

Bibliographie

- Bailly D., 1995, *La Réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët Boigny*, Paris, l'Harmattan, 283p.
- Bakayoko M., 2005, *Côte d'Ivoire, Démocratie en panne, rien ne va plus en Afrique*, éditions CV Mag, 237p.
- Bamba K. et Adou K., 2008, *Côte d'Ivoire : chronique d'une crise (2002-2008)*, édition CERAP 305p.
- Baulin J., 1980, *la politique africaine d'houphouët boigny*, Paris, Eurafor-Press, 215p.
- Beugre J., 2011, *Côte d'Ivoire : coup d'Etat de 1999, la vérité, enfin !*, éditions CERAP, 217p.
- Ble G. C., 2006, *Ma part de vérité*, Abidjan, éditions Frat Mat, 190p.
- Coffy G., 1994, *Le soleil des exclus-côte d'ivoire : la lutte pour la démocratie*, Paris, pensée Universelle, 224p.
- Diarra S., 1997, *Les Faux complots d'Houphouët : facture*, Karthala, Paris, 224p.
- Ellenbogen A., 2002, *La succession d'Houphouët Boigny entre tribalisme et démocratie*, Editions l'Harmattan, Paris, 273p.
- Goba O. A., 2000, *Côte d'ivoire : quelle issue pour la transition ?*, Editions l'Harmattan Paris, 142p.
- Hofnung T., 2012, *La Crise ivoirienne, Félix Houphouët Boigny à la chute de Laurent Gbagbo*, Editions Frat Mat, 191p.
- Jarret M-F. et Maheu F. R., 2002, *La Côte d'Ivoire de la déstabilisation à la refondation*, Paris, Edition l'Harmattan, 144p.
- Kone G., 2014, *Les jeunes patriotes ou la Revanche des porteurs de chaînes en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Classiques ivoiriens, 322p.
- Koui T., 2010, *La côte d'ivoire, les cavaliers de l'apocalypse*, Paris, édition Harmattan, 87p.
- Kraidy A., 2004, *19 septembre chronique d'une guerre vaincue*, Frat Mat édition, 288p.
- Soro G., 2005, *Pourquoi je suis devenu un Rebelle, La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, édition Hachette, 171p.
- Zahiri Z. S., 2008, *Regard sur la crise ivoirienne, à la lumière de la parole de Dieu*, TOME 2 éditions OMCI, 241p.